



Guingamp-Paimpol Agglomération
Biodiversité et environnement

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

Volet CLIMAT « Evaluer le
changement climatique sur le
territoire et analyser ses effets sur
la ressource en eau du territoire »

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°	2025-VOLET_CLIMAT_HMUC
Date limite de remise des plis	23/04/2025 à 12 heures 06/05/2025 à 12 heures (date prolongée)
Procédure de passation	Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° et 2° - Petits lots - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Guingamp-Paimpol Agglomération

Biodiversité et environnement

Représentant : Vincent LE MEAUX Le Président

Adresse :

11 rue de la Trinité

22200 GUINGAMP

Téléphone : 02.96.13.59.59

Courriel : marchespublics@guingamp-paimpol.bzh

SIRET : 20006798100015

Site internet : <https://www.guingamp-paimpol-agglo.bzh/>

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Volet CLIMAT « Evaluer le changement climatique sur le territoire et analyser ses effets sur la ressource en eau du territoire »**

La Commission Locale de l'Eau du SAGE Argoat-Trégor-Goëlo a démarré en octobre 2022 une étude « Ressources-Besoins » sur le territoire du SAGE, incluant une analyse HMUC. Cette étude vise globalement à assurer un partage équilibré et concerté de la ressource en eau pour les différents usages, en tenant compte des besoins des milieux, dans un contexte de changement climatique. Elle inclut un « diagnostic » dont la mise en œuvre s'inscrit dans la méthodologie HMUC définie dans la disposition 7A-2 du SDAGE 2022-2027 qui identifie 4 volets à étudier et à croiser : Hydrologie et hydrogéologie ; Milieux ; Usages et Climat.

Concernant plus spécifiquement le volet CLIMAT :

Le changement climatique peut impacter de manière significative l'hydrologie, l'hydrogéologie, les usages et les milieux. La compréhension des différents paramètres climatiques (température, évapotranspiration...), hydrologiques et hydrogéologiques (débit, recharge des nappes...) est nécessaire pour projeter dans le futur une stratégie territoriale adaptée à ces évolutions.

Le volet Climat doit permettre de réaliser un état des lieux des connaissances les plus avancées sur le sujet, afin d'éclairer au mieux les décisions. Il s'intéresse ainsi à deux grands sujets :

- Le climat passé : description du climat passé observé sur le territoire, et ses évolutions en lien avec l'hydrologie ;

- Le climat futur : analyse des projections climatiques et hydrologiques futures sur le territoire.

Le volet Climat doit permettre d'évaluer les impacts du changement climatique sur le fonctionnement hydrologique et hydrogéologique du territoire, mais aussi sur les milieux, ainsi que sur les usages (de manière qualitative). L'analyse des grandes tendances climatiques et hydroclimatiques disponibles permettra d'éclairer la décision, notamment le choix des « débits objectifs » à satisfaire sur les différents secteurs du territoire du SAGE.

La présente procédure de consultation a fait l'objet d'une précédente procédure en 4 lots, publiée sur le profil acheteur Mégalis, au BOAMP et au JOUE.

Au cours de cette procédure, plusieurs lots n'ont pas été attribués, pour motif d'infructuosité.

Cette nouvelle consultation consiste donc à relancer une partie du besoin sous forme de procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° et 2° - Petits lots - Code de la commande publique).

Code CPV	Libellé CPV
79311000-7	Services d'études

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Volet CLIMAT « Evaluer le changement climatique sur le territoire et analyser ses effets sur la ressource en eau du territoire »
	Acheteur	Guingamp-Paimpol Agglomération
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	Lot unique - 4 phases
	Lieu d'exécution	Territoire d'étude : périmètre du SAGE Argoat-Trégor-Goëlo Les collectivités dont le territoire est concerné sont Guingamp-Paimpol Agglomération, Lannion-Trégor Communauté, Leff Armor Communauté, Ile-de-Bréhat, ainsi que la Communauté de Communes Kreiz-Breizh et Saint-Brieuc Armor Agglomération
	Délai	9 mois
	Pénalités de retard	Cf. article 8.1 Pénalités du CCAP.
	Variation des prix	Fermes actualisables, formule SYN revm/SYN reva
	Nature des prix	Prix forfaitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes.
Elle est décomposée comme suit :

Type	Objet, délai
Phase	Phase n°1 - Synthèse bibliographique : présenter le changement climatique et les méthodes pour l'appréhender
Phase	Phase n°2 - Le "climat de référence" : décrire et analyser le climat passé et actuel en s'appuyant sur les données locales
Phase	Phase n°3 - Le climat futur possible : décrire et analyser le climat futur en s'appuyant sur les données locales simulées
Phase	Phase n°4 - Impacts locaux du changement climatique : analyser les impacts sur l'hydro(géol)ogie, les milieux et les usages

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° et 2° - Petits lots - Code de la commande publique).

■ Planning prévisionnel de la consultation* :

	Publication de la consultation	Mars 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	Avril 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	Avril 2025
	Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	Avril - Mai 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	Mai 2025
	Information des candidats non retenus	Mai 2025
	Signature et notification du contrat	juin 2025



**Ce planning est prévisionnel et ne saurait engager la responsabilité de l'acheteur en cas de décalage dans le temps. L'acheteur se laisse la possibilité de le modifier ou de l'ajuster si besoin.*

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de la Consultation (RC)
- Acte d'engagement (AE)
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)
- Annexes au CCTP :
 - Etat des lieux : rapport, atlas cartographique, synthèse
 - Volet Hydro(géo)logie : rapport, synthèse
 - Volet Usages : rapport, dont cahier des méthodes
 - Croisement des volets U+H : rapport

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Le candidat ne peut pas répondre à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>

Document	Descriptif
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Numéro unique d'identification	Indication du numéro SIREN
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Qualifications professionnelles	<i>Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)</i>
Références fournitures et services	<i>Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalix.bretagne.bzh>.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

En cas de dépôts successifs il est impératif que le dernier pli contienne l'ensemble des pièces exigées. En effet, seul le dernier dépôt (pli) sera pris en compte.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre **une copie de sauvegarde de leur pli électronique**. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat.

Volet CLIMAT « Evaluer le changement climatique sur le territoire et analyser ses effets sur la ressource en eau du territoire »

COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR

Nom de l'entreprise :

Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse :

Guingamp-Paimpol Agglomération
Service Achat Public et Affaires Juridiques
11 rue de la Trinité - 22200 GUINGAMP

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour

des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

■ Contenu de l'offre :

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

- **L'acte d'engagement** complété,
- La **décomposition du prix global et forfaitaire** (DPGF) complétée intégralement en format modifiable et PDF
- Le **mémoire justificatif et explicatif** décrivant les points suivants :

1-Le candidat :

- Présentation de l'entreprise
- 3 Références du candidat dans des domaines similaires, sur ces 5 dernières années : nature précise de la prestation, maître d'ouvrage, montant HT du marché et un contact, exemples de livrables anonymisés (rapport intermédiaire, diaporama justifiant la capacité de vulgarisation...)

2-Moyens humains et matériels :

- Composition de l'équipe qui réalisera l'étude et rôle de chacun des intervenants (compétences, organisation pour assurer la mission, CV des intervenants en annexe), identification du chef de projet
- Matériels et équipements mobilisés pour mettre en œuvre la prestation
- Le cas échéant, quelle organisation du groupement ou de la sous-traitance ?

3-Calendrier et organisation :

- Calendrier prévisionnel détaillé de réalisation de la prestation
- Organisation et nombre de jours prévus par tâche et par compétence et par intervenant pour chaque phase du calendrier
- Modalités de communication et d'organisation prévues avec le maître d'ouvrage

4-Analyse critique du cahier des charges :

- Quelle compréhension des objectifs et des enjeux généraux de l'étude ?
- Quelles observations sur les différentes prestations demandées ?

5-Présentation détaillée de la méthode utilisée pour répondre aux différentes prestations du CCTP, y compris les phases de concertation.

■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (40 %)	Valeur technique
Mise en œuvre des prestations : - Compréhension du besoin et des sources de difficultés - Qualité et pertinence de la méthodologie proposée pour répondre aux différentes prestations demandées - Qualité et clarté de l'offre	25 points
Compétences et moyens : - Expertise du candidat dans les domaines du projet, - Qualité de l'équipe projet - Adéquation des moyens humains et matériels	10 points
Organisation : - Réalisme du calendrier et des délais proposés, - Pertinence de l'organisation pour la réalisation de l'étude, y compris les liens nécessaires avec les autres lots - Pertinence des modalités de relations avec le maître d'ouvrage,.	5 points
2. Prix (60 %)	NP1 : Montant de l'offre
- NP1 : Montant de l'offre (45 pts)	Note = $45 \times \frac{\text{Montant moins disant HT}}{\text{Montant candidat HT}}$
- NP2 : Coût journalier (15 pts)	Note = $15 \times \frac{(\text{prix global/nombre jour}) \text{ moins disant}}{(\text{prix global/nombre jour}) \text{ candidat}}$

Modalités de calcul des notes applicables aux sous-critères de la valeur technique :

Absence d'information	Insuffisant	Moyen	Satisfaisant	Très satisfaisant
0	25% des points	50% des points	75% des points	100% des points

Pour chaque offre, les notes attribuées à chacun des 2 critères sont ensuite additionnées afin d'obtenir une notation finale de l'offre, sur un total maximum de 100 points.

$N = NP + NT$

Les offres seront ensuite classées en fonction du nombre de points, le plus élevé définira l'offre la mieux classée.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation ou négociation par l'acheteur.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande de négociation.
--------------------	--

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit. Les négociations se dérouleront en autant de tours que nécessaire.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites par tout moyen (profil acheteur, entretien, téléphone, courriel). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Attribution :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans **un délai de 10 jours** les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Pouvoirs	Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si le signataire n'est pas le représentant légal de la société
RIB	Relevé d'Identité Bancaire
Travailleurs étrangers	La liste des travailleurs étrangers employés ou une attestation de non emploi
PV Comité social et économique	Le procès-verbal du Comité social et économique pour les sociétés de plus de 50 salariés
Assurance RC	Attestation d'assurance en responsabilité civile

Par ailleurs, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://marches.megalys.bretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES
Téléphone : 02 23 21 28 28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Télécopie : 02 99 63 56 84
Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ... ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)